



Débats de société sur l'élevage : arguments et actions des groupements

Pollutions, bien-être animal, antibiotiques, industrialisation de l'élevage... : ces sujets font débat dans la société. Une enquête réalisée en 2013 met en lumière la vision des groupements de producteurs sur ces débats. L'environnement est perçu comme la première préoccupation de la société, devant le bien-être animal. Une stratégie collective de réponse aux attentes sociétales restent à trouver, à l'instar de ce qui s'observe dans d'autres pays.

La filière porcine française doit aujourd'hui faire face à de nombreuses remises en cause par la société. Elles concernent notamment le mode de production qui s'est imposé, jugé trop intensif et industriel, et ses conséquences sur l'environnement, les conditions de vie des animaux et les risques sanitaires (antibiorésistance). Cette critique est souvent portée par des associations de protection animale ou environnementales et abondamment relayée par les médias. Les mobilisations contre les modèles, les pratiques et les effets des élevages se manifestent sous diverses formes : pétitions, manifestations, lobbying, actions en justice.... Elles utilisent différents médias : sites internet, blogs, conférences, livres, émissions de télé ou

de radio.... Elles s'expriment à différentes échelles spatiales : du local lorsqu'il s'agit d'opposition à un projet d'élevage, au national pour l'évolution du statut de l'animal dans le droit civil français, jusqu'à l'échelle planétaire concernant les effets sur le réchauffement climatique.

Dans ce contexte, nous avons souhaité savoir, par la voix de leurs responsables, ce que les groupements de producteurs de porcs entendent de ces débats de société, comment ils les perçoivent et comment ils intègrent ces demandes sociétales dans leurs stratégies. Les groupements de producteurs sont un maillon essentiel de la filière porcine française. Ils ont un rôle et un pouvoir important d'orientation des

élevages. Des entretiens ont été réalisés fin 2013 par quatre étudiants d'AGRO-CAMPUS-Ouest auprès de six présidents, trois directeurs, un responsable communication et un responsable environnement de sept groupements de producteurs. Ces derniers représentent 70 % de la production nationale. Ils ont été invités à s'exprimer sur leur connaissance et leur perception des attentes de la société envers l'élevage de porcs, et sur les actions mises en œuvre ou envisagées par leur structure pour y répondre.

« Ça pue donc ça pollue »

Les responsables rencontrés mettent l'environnement au premier rang des préoccupations de la société. Il est cité en premier par 10 des 11 responsables,

“L'environnement est mis au premier rang des préoccupations.”



devant le bien-être animal, cité par sept interlocuteurs. Ils attribuent ces revendications aux odeurs (« *ça pue donc ça pollue* »). Argumentant que la production porcine n'est pas seule responsable de la dégradation de l'environnement, tous soulignent les efforts et investissements importants faits par les élevages porcins sous l'effet de la réglementation.

Les relations avec les associations environnementales sont jugées difficiles et les discussions « *stériles* » pour six des sept groupements. Ils se désolent de la méconnaissance des problèmes et de la fermeture d'esprit de responsables d'associations environnementales, « *déconnectés de la réalité, de l'emploi et de l'économie* ». Les relations s'améliorent lorsque ces derniers « *parlent avec passion mais en gardant la raison* ». Mais pour ces professionnels, aucun gros conflit ne peut être résolu car « *c'est ce qui fait vivre les associations* ». Ils réfutent la représentativité sociale des associations, ne comprenant pas la place qu'elles prennent dans les débats.

Le bien-être animal n'est cité en premier qu'une fois comme préoccupation majeure de la société française sur l'élevage. La France est vue comme « *un pays latin* » où « *[le bien-être animal] n'est pas vraiment une préoccupation* » et « *les consommateurs veulent avant tout une viande de qualité et surtout bon marché* ». Mais le sujet est perçu comme « *très dangereux* » car la population ignore l'exis-

Projet ACCEPT : comprendre pour mieux se positionner et anticiper

Piloté par l'IFIP, le projet ACCEPT, pour « acceptabilité sociale des élevages », porte sur toutes les filières animales et associe des acteurs de la Recherche et Développement (Instituts techniques, Chambres d'agriculture), de l'enseignement (lycées agricoles) et des sociologues (Université Rennes 2, INRA, Agrocampus).

D'une durée de trois ans, il produira une connaissance précise des controverses sur l'élevage en France, avec une ouverture européenne pour comparaison. Au travers d'études de cas locaux de projets d'élevages, il montrera les mécanismes sociaux qui favorisent l'expression des controverses dans le débat public. Les futurs possibles de l'élevage en France seront décrits. Ses résultats permettront aux filières d'adapter leurs choix d'évolution et leurs registres d'argumentation pour une communication renouvelée avec la société.

tence de certaines pratiques controversées (castration, caudectomie...).

Les responsables de groupements enquêtés jugent la définition du bien-être et son évaluation difficiles. Ils déplorent une approche qu'ils estiment souvent anthropomorphe. Ils justifient certaines pratiques comme « un mal pour un bien » : par exemple, la coupe des queues prévient les morsures qui sont une atteinte au bien-être. Ils soulignent la contradiction entre la baisse de production qu'induirait, dans un marché libéral, des exigences supplémentaires de bien-être animal (surcoûts, désintérêt des éleveurs) et le rôle de l'élevage pour l'approvisionnement alimentaire et l'emploi en France.

La troisième préoccupation de la société perçue par les responsables de groupements est l'usage des antibiotiques en élevage. Sur ce point, ils soulignent que « *de gros efforts ont été faits* » et se poursuivent.

Respect des normes, innovation et changement de mentalité

En réponse aux demandes de société, le premier argument des groupements est le respect par les élevages des réglementations. Elles font évoluer les pratiques et offrent un haut niveau de garantie pour le consommateur.

Les acteurs rencontrés estiment que la production porcine française a atteint une très bonne maîtrise de la gestion des impacts environnementaux grâce aux nombreuses solutions aujourd'hui disponibles : traitement des déjections, racleurs, lavage d'air, enfouissement du lisier lors de l'épandage, insertion paysagère des bâtiments, diagnostic énergie... Mais ils craignent que l'usage des « *meilleures techniques disponibles* » (issues de la Directive européenne relative aux émissions industrielles) ne devienne obligatoire et pénalise les petits producteurs.

Tableau 1: Perception des attentes sociétales et actions mises en œuvre par les groupements

Attentes de société identifiées	Actions mises en œuvre pour y répondre	
	Spécifiques	Globales
Protection de l'environnement	Respect de la réglementation Innovations techniques et technologiques	Changement de mentalité : pas de déni qui décrédibiliserait
Bien-être animal	Respect de la réglementation Evolution des pratiques : truies en groupe, prise en charge de la douleur voire arrêt de certaines pratiques douloureuses...	Communication : • formation des éleveurs • portes ouvertes
Réduction de l'usage des antibiotiques	Biosécurité, plan Ecoantibio, démedication Démarcation de produits : porc sans antibiotique	Relations difficiles avec certaines associations ("discussions stériles")
Changement de modèles d'élevage (plus petit, moins intensif, paille, plein air...)	Aucune remise en cause du modèle dominant Pas de croissance envisagée des productions différenciés (bio, plein air, label)	Démarquer la viande française par le logo "Le porc français"

En réponse aux demandes de la société, le premier argument des groupements est le respect par les élevages des réglementations.

Face à la demande de réduction de l'usage des antibiotiques en élevage, qui constitue aussi une économie de coût, la filière a pris des mesures : biosécurité, plan écoantibio et démédecation (travail important des vétérinaires sur la prévention). Tous soulignent la nécessité de recherches sur les vaccins et les alternatives aux antibiotiques. Un groupement développe un label « porc sans antibiotique ».

La reconnaissance d'erreurs passées comme « des comportements négatifs dans les années 90, mêlant des procédés non démocratiques, de l'arrogance, des menaces et une tendance à croire que tout était permis » traduit un changement de mentalité. Depuis quelques années, reniant l'adage « vivons heureux, vivons cachés », la filière a pris en main sa communication, souvent de manière collective par ses organisations représentatives. Les éleveurs, pièce maîtresse de cette reconquête d'image, sont formés à la communication. Des portes ouvertes en élevage sont organisées pour faire connaître la réalité de l'activité même si, selon les responsables qui relativisent leur impact, « elles n'attirent que les convaincus » ou donnent « l'impression de vider la mer avec un dé à coudre ». Cependant, les visiteurs « sont agréablement surpris des conditions de vie des animaux » selon les enquêtes effectuées lors de ces évènements.

Figure 2 : «Tous à la ferme»



Les portes ouvertes en élevage font connaître la réalité de l'activité même si les responsables relativisent leur impact.

Stratégie collective de la filière porcine allemande

En Allemagne, devant la montée en puissance des demandes de société pour des modes d'élevage plus respectueux du bien-être des animaux et face au risque d'un durcissement de la réglementation, les acteurs de la filière porcine se sont organisés pour apporter une réponse crédible sans entamer leur compétitivité.

Lancée en 2012, l'initiative collective de branche « bien-être animal » - Initiative Tierwohl - associe tous les acteurs de la filière porcine allemande : producteurs, abatteurs-découpeurs, distributeurs, ONG.



Elle repose sur trois principes : la libre participation des éleveurs et le libre choix des critères à améliorer, la compensation des surcoûts générés, et l'absence de démarcation des produits (pas d'étiquetage spécifique). Cette initiative démarre effectivement cette année et devrait à terme concerner un porc produit sur trois en Allemagne.

La population étant jugée peu informée, la communication sur des pratiques d'élevage plus respectueuses du bien-être animal fait craindre d'éveiller surtout des oppositions. Deux stratégies opposées sont évoquées : faire profil bas ou, au contraire, informer le consommateur pour prévenir les crises. Les entretiens traduisent la conscience qu'il ne faut pas reproduire la mauvaise gestion de la problématique environnementale qui a conduit à une perte de crédibilité.

Enfin, si tous les groupements s'accordent sur la nécessité d'indiquer l'origine française de la viande (par le logo « le porc français »), ils divergent sur l'intérêt des productions différenciées pour améliorer l'image de la production dans l'opinion publique. Globalement, ils n'envisagent pas de croissance des ventes de porcs biologiques ou sous labels car « le porc est une viande peu chère, de tous les jours, les consommateurs ne sont pas prêts à payer plus ». Certains sont catégoriques : « un seul modèle est gagnant : le système productif, qui permet de nourrir les gens à grande échelle. Les autres sont des niches réservées aux bourgeois-bohème ».

Un enjeu important mais une question complexe

Les responsables rencontrés ressentent un décalage entre la réalité des élevages et la vision qu'exprime la société. L'enjeu que représente le bien-être animal apparaît sous-estimé par certains. Il est pourtant la plus forte préoccupation des

jeunes adultes, selon une enquête réalisée en 2014, décrite dans ce numéro. Ils perçoivent que ce qui est rejeté et démonté « pièce par pièce » par les associations est le mode intensif et industriel de production. Ils le défendent par des arguments techniques et rationnels. Or les controverses sur l'élevage témoignent surtout de visions différentes de l'élevage, et au-delà de la société. Elles ne se satisfont pas d'explications « rationnelles et techniques ».

Pour éclairer ces questions complexes, un projet d'étude est en cours. Il vise tout d'abord à mieux connaître les différentes façons de penser l'élevage dans la société française. Il étudie les controverses sur l'élevage, évalue à quel point elles pénètrent la société et comment elles pourraient influencer le développement et les modes d'élevage. Enfin, le projet cherche à décortiquer les mécanismes sociaux des controverses et mobilisations collectives pour aider les acteurs des filières à y prendre part en adaptant leur comportement et leur argumentation.

Ce travail a bénéficié du soutien financier du GIS Elevages Demain et du CASDAR. Les auteurs remercient vivement les personnes rencontrées pour leur accueil et leur témoignage.

Christine ROGUET
IFIP - Institut du porc
christine.roguet@ifip.asso.fr